

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CO-ASSUR CONSEIL ASSURANCES COURTAGE

Société anonyme au capital de 40 000 euros.

Siège social : 7, promenade Germaine Sablon – 75013 Paris

351 825 146 RCS Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2024**Approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 17 juin 2025****Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CO-ASSUR CONSEIL ASSURANCES COURTAGE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 2 juin 2025
Le commissaire aux comptes
Deloitte & Associés
Marjorie BLANCLOURME

BILAN au 31 décembre 2024

ACTIF	Notes	31/12/2024			31/12/2023
		Valeurs brutes	Amort. & Dépréciations	Valeurs nettes	
ACTIF IMMOBILISE					
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Logiciels		0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Matériel et mobilier de bureau		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL (I)	A1	0,00	0,00	0,00	0,00
ACTIF CIRCULANT					
Créances :		649 550,24	0,00	649 550,24	550 717,16
Fournisseurs - avances et acomptes		0,00	0,00	0,00	0,00
Clients et comptes rattachés	I0	531 794,24	0,00	531 794,24	517 670,16
Autres créances	M0	117 756,00	0,00	117 756,00	33 047,00
Disponibilités :	QR0	1 345 037,35		1 345 037,35	1 921 646,51
TOTAL (II)	A2	1 994 587,59	0,00	1 994 587,59	2 472 363,67
REGULARISATION					
Charges constatées d'avance		0,00		0,00	0,00
TOTAL (III)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I+II+III)		1 994 587,59	0,00	1 994 587,59	2 472 363,67

PASSIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES			
Capital	P0	40 000,00	40 000,00
Réserve légale	P0	4 074,49	4 074,49
Autres réserves	P0	28 602,05	28 602,05
Report à nouveau	P0	240,42	664,01
Résultat de l'exercice	P0	436 332,63	782 076,41
Résultat en instance d'affectation		0,00	0,00
TOTAL (I)	P0	509 249,59	855 416,96
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	E0	0,00	0,00
TOTAL (II)	P2	0,00	0,00
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0,00	0,00
Emprunts et dettes financières divers		0,00	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	J0	1 485 338,00	1 616 361,71
Dettes fiscales et sociales	T0	0,00	585,00
Autres dettes		0,00	0,00
TOTAL (III)	P3	1 485 338,00	1 616 946,71
REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		0,00	0,00
TOTAL (IV)		0,00	0,00
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)		1 994 587,59	2 472 363,67

COMPTE DE RESULTAT au 31 décembre 2024

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Production vendue (biens et services)		2 320 234,59	2 153 436,66
Autres produits		26 595,00	28 975,76
TOTAL (I)	R1	2 346 829,59	2 182 412,42
CHARGES D'EXPLOITATION			
Autres achats et charges externes		(1 763 857,86)	(1 126 148,12)
Impôts, taxes et versements assimilés		(1 184,00)	(12 776,00)
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		0,00	0,00
Autres charges		(11,10)	(719,89)
TOTAL (II)	R2	(1 765 052,96)	(1 139 644,01)
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		581 776,63	1 042 768,41
Quote-part bénéfice attribué ou perte transférée (III)		0,00	0,00
Quote-part perte supportée ou bénéfice transféré (IV)		0,00	0,00
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participations		0,00	0,00
Autres intérêts et produits assimilés		0,00	0,00
Différences positives de change		0,00	0,00
TOTAL (V)		0,00	0,00
CHARGES FINANCIERES			
Intérêts et charges assimilées		0,00	0,00
Différences négatives de change		0,00	0,00
TOTAL (VI)	R3	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (V-VI)		0,00	0,00
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		581 776,63	1 042 768,41
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opérations en capital		0,00	0,00
Reprises sur provisions et transferts de charges		0,00	0,00
TOTAL (VII)	R4	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		0,00	0,00
Charges exceptionnelles aux amortissements et provisions		0,00	0,00
TOTAL (VIII)		0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		0,00	0,00
IMPOTS SUR LES BENEFICES (X)	R5	(145 444,00)	(260 692,00)
TOTAL PRODUITS (I + III + V + VII)		2 346 829,59	2 182 412,42
TOTAL CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		(1 910 496,96)	(1 400 336,01)
RESULTAT (Produits-Charges)		436 332,63	782 076,41

Annexe des comptes au 31 décembre 2024**1 – PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET COMPARABILITE DES COMPTES****Principes comptables et méthodes**

Les comptes annuels sont établis selon les principes comptables généraux applicables en France et conformément aux dispositions du Plan comptable général en application du règlement de l'ANC 2016-07.

Les éléments sont inscrits en comptabilité à leur coût historique.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe sont exprimés en euros.

Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances douteuses est enregistrée lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

Les dépréciations sont estimées en tenant compte de l'historique des pertes sur créances, de l'analyse de l'antériorité et d'une estimation détaillée des risques.

Provisions

Des provisions sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers sans contrepartie pour la société.

Ces provisions sont constituées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation correspondent aux commissions d'intermédiations d'assurance et de frais gestion.

Comparabilité des comptes

Les comptes de l'exercice sont comparables à ceux de l'exercice précédent.

2 – ACTIVITE

La société, créée le 8 août 1989, a pour activité la conception, la négociation, le placement, l'établissement et la gestion de contrats d'assurance.

4 – AUTRES INFORMATIONS**A – Effectifs**

CO-ASSUR n'emploie pas de personnel.

B – Identité de la société consolidante

Les comptes individuels de CO-ASSUR sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE SA domiciliée 7, promenade Germaine Sablon 75013 Paris.

C – Engagements donnés

Il n'existe pas d'engagements donnés autres que ceux inscrits au passif du bilan.

D – Engagements reçus

Il n'y a pas d'engagements reçus

E – Honoraires des Commissaires aux comptes

En application du décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant total des honoraires des Commissaires aux comptes facturés au titre du contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat s'élève à 9 700,00 euros hors taxes au 31-12-2024.

F – Intégration Fiscale

La société CO-ASSUR est intégrée fiscalement au groupe d'intégration fiscale de BPCE en tant que sous-filiale du sous-groupe d'intégration fiscale dont la mère est BPCE LEASE.

5 – EVENEMENT POST-CLOTURE

Aucun évènement significatif n'est intervenu sur l'année remettant en cause la continuité de l'exercice.

6 – NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Note A2 – Actif circulant

	31/12/2024	31/12/2023
Clients et comptes rattachés	531 794,24	517 670,16
<i>Clients</i>	<i>531 794,24</i>	<i>517 670,16</i>
<i>Organismes sociaux</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Autres créances	120 266,00	33 047,00
<i>Facture fournisseurs</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>C/C Natixis</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Créance Intégration Fiscale</i>	<i>117 756,00</i>	<i>33 047,00</i>
<i>Autres créances</i>	<i>2 510,00</i>	
TOTAL I	652 060,24	550 717,16
Disponibilités	1 345 037,35	1 921 646,51
<i>Natixis - compte ordinaire en euros</i>	<i>1 345 037,35</i>	<i>1 921 646,51</i>
TOTAL II	1 345 037,35	1 921 646,51
TOTAL I + II	1 997 097,59	2 472 363,67
<i>Durées résiduelles</i>		
<i>< 1 an</i>	<i>1 997 097,59</i>	<i>2 472 363,67</i>
<i>De 1 à 5 ans</i>		
<i>> 5 ans</i>		

Note P0 - Capitaux propres

	31/12/2023	Augmentations diminutions	Affectation du résultat (1)	Dividendes versés	Résultat de l'exercice	31/12/2024
Capital - appelé, versé	40 000,00					40 000,00
Réserve légale	4 074,49					4 074,49
Autres réserves	28 602,05					28 602,05
Report à nouveau	664,01		(423,59)			240,42
Résultat de l'exercice	782 076,41		423,59	(782 500,00)	436 332,63	436 332,63
CAPITAUX PROPRES	855 416,96	0,00	0,00	(782 500,00)	436 332,63	509 249,59
A.G.O. du 17/06/2024						

Composition du capital

	31/12/2024		31/12/2023	
Nombre d'actions composant le capital	2 500	100,00 %	2 500	100,00 %
Nominal	16,00		16,00	
Détenues par :				
BPCE Lease	2 500	100,00 %	2 500	100,00 %

Note P2 - Provisions pour risques et charges

	31/12/2024	31/12/2023
Provisions pour risque	0,00	0,00
<i>Régularisation clients</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
TOTAL	0,00	0,00

Note P3 - Dettes

	31/12/2024	31/12/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 485 338,00	1 616 361,71
Compagnies d'assurance	1 325 708,64	1 325 056,48
Fournisseurs	153 724,80	281 700,36
Fournisseurs - Factures non parvenues	5 904,56	9 604,87
Dettes fiscales et sociales	0,00	585,00
Organismes sociaux*	0,00	0,00
C3S	0,00	0,00
CVAE à payer	0,00	585,00
Autres dettes	0,00	0,00
Créditeurs divers	0,00	0,00
Associés - dividendes à payer	0,00	0,00
TOTAL	1 485 338,00	1 616 946,71
Durées résiduelles		
< 1 an	1 485 338,00	1 616 946,71
De 1 à 5 ans		
> 5 ans		

Note R1 - Produits d'exploitation

	31/12/2024	31/12/2023
Production vendue (biens et services)	2 320 234,59	2 153 436,66
Prestations de services	2 320 234,59	2 153 436,66
Autres produits	26 595,00	28 975,76
Frais adhérents	0,00	10,76
Frais d'intervention	26 595,00	28 965,00
TOTAL	2 346 829,59	2 182 412,42

Note R2 - Charges d'exploitation

	31/12/2024	31/12/2023
Autres achats et charges externes	(1 763 857,86)	(1 126 148,12)
Maintenance	0,00	0,00
Primes assurance risque	0,00	0,00
Honoraires du commissaire aux	(7 888,36)	(15 371,46)
Frais actes et contentieux	0,00	0,00
Prestation Natixis	0,00	0,00
Prestation Natixis Lease	(1 751 494,80)	(1 104 000,00)
Prestations tenue de la	0,00	0,00
Commission Caceis	(2 306,23)	(2 177,77)
Annonce et insertion	0,00	0,00
Frais bancaires	(144,42)	(153,84)
Cotisations	(174,76)	(361,94)
Frais de publication	(1 849,29)	(4 083,11)
Impôts, taxes et versements assimilés	(1 184,00)	(12 776,00)
C.V.A.E	(1 184,00)	(12 776,00)
C3S	0,00	0,00
A.C.P.	0,00	0,00
Autres charges	(11,10)	(719,89)
Différences règlement de tiers	(11,10)	(719,89)
TOTAL	(1 765 052,96)	(1 139 644,01)

Note R5 - Impôt sur les bénéfices

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable	436 332,63	782 076,41
Différences permanentes	145 444,00	260 692,00
Différences temporaires		
Déficits antérieurs imputés sur le résultat de l'exercice	0,00	0,00
Résultat fiscal	581 776,63	1 042 768,41
Impôt sur les sociétés	145 444,00	260 692,00
Positions fiscales		
Déficits reportables		
Autres différences temporaires	0,00	0,00
Provisions réglementées (capitaux propres)		
Total de la position fiscale susceptible d'augmenter (de réduire) la base imposable des exercices futurs	0	0

Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2024, soit 436 332,63 € majoré du report à nouveau de l'exercice précédent de 240,42 € soit au total une somme de 436 573,05 € de la façon suivante :

- Dividende (174,50 € par action)	436 250,00 €
- Report à nouveau	323,05 €
- Total affecté	436 573,05 €

L'assemblée générale constate que le dividende unitaire, pour l'année 2024, est de 174,50 € (*) pour chacune des 2 500 actions.

Le dividende sera mis en paiement à compter de la présente assemblée.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	Montant global du dividende distribué
2021	326,50 € par action (*)	816 250 €
2022	352,50 € par action (*)	881 250 €
2023	313,00 € par action (*)	782 500 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 7, promenade Germaine Sablon – 75013 Paris.